



Monsieur le président, Madame Laing, chers congressistes.

C'est un grand honneur pour moi de vous dire quelques mots dès l'ouverture de ce congrès qui a pour but d'inventorier l'enseignement du français et l'enseignement en français dans nos écoles de l'Alberta.

Je n'ai jamais été instituteur. Je n'ai jamais été commissaire d'école. Par contre, j'ai été élève en cette province et je suis père de famille. Je m'arroge donc le droit de parler d'éducation à cause de ces deux "disciplines" moins spécialisées mais non moins importantes que les deux premières.

Il est temps que nous nous penchions sur les problèmes que nous allons étudier plus intensément aujourd'hui et demain. Nous constatons tous que la qualité du français des plus jeunes laisse à désirer. Je ne dis pas que nous perdons du terrain. J'affirme toutefois que nous ne nous prévalons pas de tous nos droits et que nous ne nous efforçons pas suffisamment d'améliorer les programmes, les méthodes, les conditions et les lois dont nous avons besoin pour permettre à nos jeunes de mieux connaître et d'aimer la culture française.

Nos commissaires et instituteurs bilingues oeuvrent avec conviction et avec succès. Nous leur en sommes reconnaissants. Par contre, ils doivent très souvent remplir le rôle des parents qui est celui de créer l'atmosphère de souci du fait français. Par conséquent, ces mêmes commissaires et instituteurs ne peuvent consacrer tout le temps et les talents voulus à l'amélioration des services spécialisés qu'il leur incombe de fournir. Il arrive parfois que ces spécialistes se découragent et c'est alors que nous constatons, souvent trop tard, les effets néfastes d'un enseignement français tiède. Il ne faut pas lancer de pierres. Il faut plutôt éliminer les causes de ce découragement.

D'autres part, même si toutes nos écoles bilingues donnaient tous les cours permis par notre loi scolaire et de façon supérieure, il y aurait lieu de tenir ce congrès car il existe en notre province une carence très grave - celle de l'enseignement en français après la troisième année. Nous avons tous constaté dans nos familles et à l'occasion des festivals que nos jeunes parlent assez bien leur français jusqu'à l'âge de neuf ans, mais qu'après la troisième année, les tournures de phrases et le vocabulaire sont anglais et surtout que l'utilisation de notre langue diminue sensiblement. Et pour cause! à compter de la quatrième année, nos jeunes mûrissent en anglais. Il est juste de dire que nous conservons notre français en dépit de l'école plutôt qu'avec son concours.

Il n'est pas question d'améliorer la qualité du français à l'école au prix de perdre l'anglais. Jamais! D'abord, la langue anglaise nous est essentielle. Toutefois, il n'a jamais été démontré qu'il n'est pas possible de bien apprendre les deux langues simultanément si la qualité et les méthodes d'enseignement des deux sont égales. Il s'agit donc tout simplement d'augmenter l'utilisation du français pour l'enseignement des matières de classes telles la géographie, l'histoire, les mathématiques et les sciences de sorte que le vocabulaire français de tous les jeunes se développe normalement. N'allons pas croire que nous soyons les seuls à souhaiter ce genre d'évolution. Nos compatriotes de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick sont nos éclaireurs dans ce domaine et ils comptent déjà plusieurs réalisations importantes à leur actif. C'est donc dire qu'au point de vue pédagogique, l'amélioration est réalisable. A nous



d'en connaître les modalités, à nous et à nos compatriotes de langue anglaise de la concrétiser.

Il y a vingt ans, un congrès comme celui-ci eût été dangereux. Il y a dix ans, il eût été futile. Aujourd'hui, par contre, il est opportun. Nos compatriotes de langue anglaise nous sont de plus en plus sympathiques. Les modestes améliorations que nous avons obtenues alors que le "school act" était à l'étude il y a deux ans, la fondation du collège de pédagogie bilingue, la reconnaissance officielle de l'enseignement en français dans nos écoles privées d'Edmonton et le regroupement des élèves francophones des 7e-8e et 9e années en cette ville, en sont des preuves. Sans la bienveillance et la collaboration de nos frères anglophones, nous n'aurions rien obtenu! Il nous incombe de souligner cet appui. Le climat canadien nous est plus favorable ces jours-ci. L'examen de conscience national qu'a provoqué la création et le travail de la commission Laurendeau-Dunton, l'essor du Québec et du Canada-français, les contacts plus nombreux entre représentants des deux grandes cultures à tous les niveaux et voire même des doutes au sujet de la viabilité politique du Canada ont tous contribué à l'importance de notre groupe francophone de l'Alberta. Nous nous sentons moins isolés qu'avant. Nous sommes plus enthousiastes. Certes, nous parlons français encore parce que papa le veut, parce que maman le veut. Mais, nous discernons que le français devient très important au service civil, dans le domaine de l'industrie et dans le monde du commerce national et international. Nous ressentons de plus en plus la poussée pratique, la poussée terre à terre du français au Canada et dans toutes ses régions si peu françaises soient-elles. En d'autres mots, nous jouissons de ce que nos compatriotes appellent "motivation".

Je me sens à l'aise dans ce climat favorable et j'ai à coeur que mon fils et mes filles partagent bientôt mes sentiments. Pour ce faire, il leur faut les deux langues. Et c'est là le besoin de tous vos enfants, mes chers amis. Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe d'offrir les avantages d'une éducation bilingue à un petit groupe comme nous étions tenus de le faire dans le passé. J'ai profité de cet ancien régime et j'en suis très heureux. Par contre, j'éprouve beaucoup de peine de voir combien nombreux sont ceux qui, plus intelligents et tout aussi bien motivés que moi, n'ont pas pu, faute d'argent, continuer leurs études bilingues. L'école subventionnée n'était pas une alternative. Elle ne l'est pas aujourd'hui. A nous d'y remédier.

Devant ce travail gigantesque, nous devons commencer par un inventaire complet de nos effectifs. Où sont nos francophones? quelles écoles fréquentent-ils? quels obstacles les retardent? les structures administratives nous permettent-elles d'améliorer le français à l'école? nos programmes sont-ils bien ordonnés et bien exécutés? nos relations publiques sont-elles à la page en question scolaire? Avons-nous épuisé l'appui des anglophones tant particuliers que groupes organisés? Nos professeurs bilingues oeuvrent-ils où ils peuvent le mieux remplir leur rôle? Sommes-nous au courant du problème scolaire français? des politiques de différents groupes sympathiques ou antipathiques? Pouvons-nous dire honnêtement que nous avons tout fait pour améliorer notre sort collectif? Connaissons-nous à fond toutes les mesures déjà à notre disposition? Avons-nous la maturité voulue pour conduire cet examen de façon objective et avec toute la franchise que commande l'importance de la matière? A cette question, je dis "oui" et c'est la seule à laquelle j'ai l'audace de répondre. Je suis convaincu qu'à la suite de ce congrès, nous aurons les données qui nous permettront d'éta-



blir ensemble une politique générale en questions d'enseignement bilingue en Alberta. Nous pourrons ensuite collaborer à sa mise en vigueur. Nos revendications devant nos corps politiques, que ce soit la commission scolaire, le conseil du comté ou le gouvernement provincial seront plus scientifiques et l'accueil plus sympathique et plus profitable. Nous sommes en quelque sorte une éprouvette dans le laboratoire canadien. A nous de réussir notre expérience!

Louis A. Desrochers.